

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 09/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BASF AGRI PRODUCTION SAS

32, Rue de Verdun
B.P. 80116
76410 Saint-Aubin-Lès-Elbeuf

Références : UDRD.2026.02.R.15
Code AIOT : 0005802648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2026 dans l'établissement BASF AGRI PRODUCTION SAS implanté 32, Rue de Verdun B.P. 80116 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf. L'inspection a été annoncée le 02/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen IED.

Elle a traité des aspects complétude du dossier, conformité vis-à-vis de l'AM Chimie, inventaire des flux de polluants aqueux et gazeux, estimation des émissions diffuses et plan de gestion de solvants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BASF AGRI PRODUCTION SAS

- 32, Rue de Verdun B.P. 80116 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf
- Code AIOT : 0005802648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société BASF Agri-Production, située sur le site de la commune de Saint-Aubin-lès-Elbeuf, fabrique des substances actives destinées à être formulées pour différents marchés : agriculture, bio-cides, vétérinaires. Les effluents aqueux de BASF sont traités par la station d'épuration EUROAPI.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Prescriptions de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Inventaire des flux	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2.2 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Inventaire des flux	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2.2 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Estimation des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article VI du 3.2.3.1 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	10 mois
9	Surveillance des émissions diffuses de COV solvants	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article I du 3.2.3.3 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réexamen des conditions d'autorisation	Code de l'environnement du 02/10/2025, article R.515-25	/	Sans objet
2	Périmètre IED	Code de l'environnement du 02/10/2025, article R.515-58	/	Sans objet
3	Rapport de base	Code de l'environnement du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		02/10/2025, article R.515-59		
4	Meilleurs techniques disponibles	Code de l'environnement du 02/10/2025, article R.515-70	/	Sans objet
10	Rejets oxydateur thermique	Arrêté Préfectoral du 17/10/2022, article 3.2.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dossier de réexamen transmis reprend les éléments attendus en ce qui concerne le descriptif des installations, la comparaison des installations aux conclusions des MTD et BREF applicables, l'avis sur la conformité et un plan d'action associé pour la mise en conformité. L'instruction du dossier n'est cependant pas finalisée à ce stade, des compléments étant attendus en ce qui concerne :

- le positionnement vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 ;
- la finalisation de l'inventaire des flux aqueux et atmosphériques en vue de statuer sur l'établissement des valeurs limites applicables aux rejets;
- la finalisation de l'estimation des émissions diffuses (fugitives et non fugitives) en vue notamment de déterminer la surveillance applicable;
- des correctifs sur le plan de gestion de solvants.

En ce qui concerne le rapport de base, des compléments sont également prévus par l'exploitant afin d'intégrer les nouvelles données relatives aux PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réexamen des conditions d'autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/10/2025, article R.515-25
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission du dossier de réexamen et du rapport de base
Prescription contrôlée : <p>Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques.</p> <p>Il est procédé périodiquement au réexamen et, si nécessaire, à l'actualisation de ces conditions pour tenir compte de l'évolution de ces meilleures techniques.</p>

Constats :

Les activités de BASF sont classées sous la rubrique principale n°3440 (Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits phytosanitaires ou de biocides.) au régime de l'autorisation et relève de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (IED).

La décision d'exécution (UE) 2022/2427 de la Commission du 06 décembre 2022 établit les conclusions sur les MTD relatives aux systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique (BREF WGC), parues au journal officiel de l'Union européenne (JOUE) le 12 décembre 2022. Cette publication déclenche le réexamen des prescriptions de l'autorisation prévu à l'article L515-28 du code de l'environnement vis-à-vis de plusieurs BREF :

- le BREF WGC (Systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique) ;
- le BREF CWW (Systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique);
- le BREF OFC (chimie fine organique).

Et également des BREF dits transversaux car non spécifiques au secteur d'activité du site :

- le BREF EFS (Emissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac) ;
- le BREF ENE (Efficacité énergétique).

L'exploitant disposait d'un an à compter de cette publication pour remettre au préfet le dossier de réexamen concernant son établissement.

Commentaire n°1 : Le dossier de réexamen a été remis le 15 janvier 2024. Dans son dossier de réexamen IED, l'exploitant n'a pas sollicité de demande de dérogation. En l'état, les dispositions de l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 seront donc pleinement opposables à l'exploitant à compter du 12/12/2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Périmètre IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/10/2025, article R.515-58

Thème(s) : Risques chroniques, Installations équipements/activités connexes

Prescription contrôlée :

Sans préjudice notamment des dispositions du chapitre Ier du titre VIII du livre Ier, de celles de la section 1 du chapitre II du présent titre applicables en matière d'autorisation et de celles du chapitre III du titre Ier du livre V, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

Constats :

Le périmètre IED correspond aux installations de production liées à la rubrique 3440 et aux installations connexes. Les principaux produits fabriqués en lien avec cette rubrique sont le triticonazole, le fipronil, le pyriméthanil, le disulfure et l'afidopyropène. La production de dimoxystrobine a été arrêtée en 2025.

Les installations ne faisant pas partie du périmètre IED sont les parties administratives, le labora-

toire qui n'est pas techniquement lié aux unités de production et la maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/10/2025, article R.515-59
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du rapport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.</p> <p>Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation. Il comprend au minimum :</p> <p>a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;</p> <p>b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.</p> <p>Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection dispose d'un rapport de base daté du 9 novembre 2016. L'exploitant a confirmé qu'une mise à jour en lien avec les nouvelles données relatives aux PFAS est prévue et que sa réalisation est en cours de discussion avec son sous-traitant.</p> <p>Commentaire n°2 : l'inspection rappelle que l'actualisation du rapport de base n'est possible qu'en cas de demande de modification substantielle, pour l'élargir à de nouvelles substances utilisées et/ou pour inclure une extension de périmètre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Meilleurs techniques disponibles

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/10/2025, article R.515-70
Thème(s) : Risques chroniques, BREF applicables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 :</p> <p>- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au be-</p>

soin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ; - ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.
Constats : Le dossier de réexamen a été établi en étudiant la conformité vis-à-vis des BREF WGC, CWW et OFC. Il précise la conformité et se positionne vis-à-vis des conclusions sur les MTD associées. L'exploitant a établi un plan d'action en vue d'une mise en conformité pour fin 2026. L'exploitant indique également dans son dossier avoir analysé les BREF EFS et ICS (non abordé lors de la visite). Commentaire n°3 : l'inspection confirme que l'analyse de la conformité vis-à-vis des BREF EFS et ICS est requise, le plan d'action établi par l'exploitant (le cas échéant) sera tenu à disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prescriptions de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Date d'application
Prescription contrôlée : I. – Les prescriptions de l'annexe I sont applicables aux installations dont la rubrique principale de l'exploitation appartient à l'une des rubriques mentionnées à l'article 1er, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives à la rubrique principale, telles que mentionnées à l'article R. 515-61 du code de l'environnement, sont les suivantes, et selon le calendrier suivant : [...]
Constats : Le positionnement vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 n'est pas complet. Commentaire n°4 : l'inspection rappelle que l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024 reprend les dispositions des BREF WGC et CWW et de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Une analyse de conformité détaillée est nécessaire et doit être réalisée au cas par cas. Demande n°1 : En lien avec la parution de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024, l'exploitant complètera son dossier de réexamen, pour le 31 mars 2026 et se positionnera de manière argumentée et détaillée vis-à-vis des prescriptions de cet arrêté. Il proposera un plan d'action assorti de <u>délais de mise en conformité ne dépassant pas le 12 décembre 2026</u> , accompagné des demandes de dérogations le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Inventaire des flux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant établit, tient à jour et révisé régulièrement (notamment à la suite d'une transformation majeure), un inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses ainsi que des flux d'effluents aqueux, dans le cadre du système de management environnemental (voir le 2.1), présentant les caractéristiques suivantes : [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de réexamen apporte certains éléments qualitatifs et quantitatifs relatifs aux flux de polluants aqueux transitant sur les installations, s'agissant des rejets aqueux du site qui font l'objet d'une surveillance et pour lesquels une VLE est prescrite.</p> <p>Commentaire n°5 : l'inventaire pour les polluants aqueux doit cependant être complété et traiter l'ensemble des items du 2.2 de l'annexe 1 de l'arrêté du 4 novembre 2024. L'inventaire pourra utilement être établi conformément au guide «<i>Inventaire des flux et des substances pertinentes dans les effluents aqueux et gazeux</i> », même si celui-ci n'est pas encore validé à ce stade. Cet inventaire doit permettre de conclure sur la nécessité de mettre à jour l'arrêté préfectoral et statuer sur les VLE applicables pour chaque point de rejet.</p> <p>Demande n°2 : l'exploitant complètera son inventaire des flux aqueux, ce dernier devra être finalisé <u>pour le 12 décembre 2026</u>. Dans l'inventaire des flux aqueux internes, l'exploitant veillera à préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les flux de polluants en amont du raccordement aux eaux de EUROAPI ; - les flux internes en précisant les tronçons d'égouts concernés par ces flux; - les flux de substances pertinentes et spécifiques aux activités qui ne sont pas traitées par l'arrêté du 4 novembre 2024 (PFAS en particulier). <p>Un inventaire intermédiaire permettant de statuer sur la conformité des rejets aux VLE applicables aux points de rejets sera communiqué <u>pour le 30 avril 2026</u>. Le cas échéant, l'exploitant proposera une VLE pour le(s) polluant(s) qui ne seraient pas encore réglementé(s).</p> <p>Commentaire n°6 : L'inspection rappelle qu'en ce qui concerne les rejets indirects, tels que précisés à l'article 6.2 (cas des rejets indirects de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024), les modalités en cas de raccordement à une station d'épuration industrielle et les prescriptions de cet article s'appliquent. L'exploitant a d'ores et déjà indiqué être en attente du retour d'expérience suite à la mise en place de l'ozonation en sortie de STEP EUROAPI et de la VLE qui sera retenue à l'exutoire (rejet en Seine EUROAPI) pour se positionner sur sa conformité vis-à-vis de la VLE pour les AOX qui sera réglementée en tenant compte du taux d'abattement de la station d'épuration .</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Inventaire des flux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2.2 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Effluents gazeux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant établit, tient à jour et révisé régulièrement (notamment à la suite d'une transforma-</p>

<p>tion majeure), un inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses ainsi que des flux d'effluents aqueux, dans le cadre du système de management environnemental (voir le 2.1), présentant les caractéristiques suivantes : [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de réexamen apporte certains éléments qualitatifs et quantitatifs relatifs aux flux de polluants atmosphériques transitant sur les installations pour lesquels les rejets canalisés sont réglementés. Les flux diffus (fugitifs et non fugitifs) ne sont pas intégrés à la cartographie des flux à ce stade.</p> <p>Commentaire n°7 : L'inventaire pour les polluants atmosphériques doit être complété et traiter l'ensemble des items du 2.2 de l'annexe I de l'arrêté du 4 novembre 2024. L'inventaire pourra utilement être établi conformément au guide « <i>Inventaire des flux et des substances pertinentes dans les effluents aqueux et gazeux</i> », même si celui-ci n'est pas encore validé à ce stade.</p> <p>Demande n°3 : l'exploitant complètera son inventaire des flux gazeux diffus, ce dernier devra être finalisé pour le 12 décembre 2026.</p> <p>Un inventaire intermédiaire permettant de statuer sur la conformité des rejets aux VLE applicables aux points de rejets canalisés sera communiqué pour le 30 avril 2026. Le cas échéant, l'exploitant proposera une VLE pour le(s) polluant(s) qui ne seraient pas encore réglementé(s).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Estimation des émissions diffuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article VI du 3.2.3.1 de l'annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Seuils pour la surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de surveillance s'appliquent lorsque la quantité annuelle d'émissions diffuses de COV, estimées conformément au point 3.2.3.1, provenant de l'unité est supérieure aux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les émissions fugitives : <ul style="list-style-type: none"> - 1 tonne de COV par an dans le cas des COV classés comme substances CMR de catégorie 1A ou CMR de catégorie 1B ; ou- 5 tonnes de COV par an dans le cas des autres COV ; - pour les émissions non fugitives : <ul style="list-style-type: none"> - 1 tonne de COV par an dans le cas des COV classés comme substances CMR de catégorie 1A ou CMR de catégorie 1B ; ou- 5 tonnes de COV par an dans le cas des autres COV.
<p>Constats :</p> <p>En vue de l'estimation des émissions diffuses de COV requise au 3.2.3.1. de l'annexe I de l'arrêté du 4 novembre 2024, l'exploitant a initié les travaux de qualification et de quantification des flux diffus fugitifs, en se basant sur une méthode EPA-453/R-95-01 (Protocole EPA 21 pour les estimations des émissions de fuites des équipements, 1995, EPA-453 / R-95-01). Les équipements inventoriés</p>

sont les vannes (automatiques et manuelles), les brides et connecteurs, les pompes et tout appareil équivalent à garniture, les agitateurs et ventilateurs. Les zones considérées sont les bâtiments de production (intérieurs et extérieurs proches et parcs alimentant le bâtiment) et les installations de traitement des COV.

L'exploitant a également déclaré avoir initié le recensement et l'estimation des flux des sources d'émissions diffuses non fugitives, mais les travaux ne sont pas encore finalisés.

Commentaire n°8 : en ce qui concerne les émissions diffuses fugitives de COV, l'estimation théorique proposée par l'exploitant répond aux attendus du 3.2.3.1. de l'annexe I de l'arrêté du 4 novembre 2024 en vue de comparaison aux seuils de 1 et 5 tonnes de la section 3.2.3.2. L'inspection rappelle que si les estimations conduisent à des émissions supérieures aux seuils de l'article 3.2.3.2, alors une première campagne de surveillance LDAR devra être menée pour évaluer l'efficacité des mesures prises. En fonction de l'ordre de grandeur de l'estimation théorique, l'exploitant proposera si nécessaire un protocole de mesure adapté pour valider la pertinence de l'estimation théorique.

Demande n°4 : l'exploitant transmettra les résultats de l'estimation théorique, de la vérification de sa pertinence et la méthodologie envisagée pour la surveillance des émissions diffuses **pour le 30 avril 2026**, méthodologie qui sera appliquée dans le cas où les seuils de 1 et 5 tonnes seraient dépassés suite à la finalisation de l'estimation des émissions diffuses fugitives et non fugitives de COV. Son positionnement vis-à-vis des seuils applicables sera transmis à l'inspection **pour le 30 novembre 2026**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 10 mois

N° 9 : Surveillance des émissions diffuses de COV solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article I du 3.2.3.3 de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation de solvants organiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant surveille les émissions diffuses de COV résultant de l'utilisation de solvants organiques en établissant, au moins une fois par an, un plan de gestion des solvants organiques entrés dans l'unité et sortis de celle-ci, comme défini à la partie 7 de l'annexe VII à la directive 2010/75/UE (plan de gestion de solvants organiques), ainsi qu'à réduire le plus possible l'incertitude des données relatives au plan de gestion des solvants organiques en appliquant toutes les techniques énumérées ci-dessous [...]

Constats :

En ce qui concerne la surveillance des émissions diffuses de COV résultant de l'utilisation de solvants organiques (3.2.3.3. de l'arrêté du 4 novembre 2024), l'exploitant ne s'est pas positionné dans son dossier vis-à-vis de la VLE en pourcentage de solvant organique utilisé en moyenne annuelle (article 5.2.2. de l'annexe I de l'arrêté du 4 novembre 2024).

Le PGS (émissions 2023 déclarées en 2024) a été examiné lors de la visite.

<p><u>Demande n°5</u> : l'exploitant apportera les clarifications suivantes sur son PGS <u>pour le 31 mars 2026</u> (en vue de la déclaration GERE 2026 des données 2025) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - confirmation de la prise en compte des solvants organiques répondant à la définition de l'article 3 du chapitre 1 de l'annexe 1 de la directive IED dans le PGS, les solvants ne répondant pas à cette définition ne doivent pas être intégrés au PGS; - justification des usages comptabilisés pour chaque solvant (dont réutilisations) en lien avec la définition sus-mentionnée; - mise en cohérence avec le Guide Ineris d'élaboration d'un plan de gestion de solvants (22/9/2009) ; - comptabilisation des rejets canalisés abattus par un système de traitement dans le flux en O5 (O5 ne considère pas uniquement les flux de solvants organiques aqueux rejetés en STEP); - comptabilisation des flux effectivement émis à l'atmosphère (au rejet des systèmes de traitement) dans le flux O1. <p><u>Commentaire n°9</u>: en vue de la maîtrise des émissions de COV, les bilans matières tels que réalisés dans le PGS (dans sa version actuelle) pour l'ensemble des COV solvants (au sens chimique du terme) et des COV réactifs seront maintenus et également déclarés annuellement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Rejets oxydateur thermique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2022, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 03/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes en concentration [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite du 4 juin 2024, il était attendu de l'exploitant qu'il communique une nouvelle étude de dispersion atmosphérique adaptée au site et justifiant l'absence d'impact dans le milieu récepteur du fait des valeurs minimales de débit et vitesse d'éjection prescrites non atteintes au rejet de l'oxydateur thermique.</p> <p>L'exploitant a communiqué cette étude le 20 mars 2025. Cette dernière conclut que «<i>la non atteinte de la vitesse minimale n'entraîne pas de risques sanitaires inacceptables</i>». Par ailleurs, le bilan de l'autosurveillance sur l'année 2024, communiqué le 3 juin 2025, confirme des débits d'émissions 2024 inférieurs à 5000 m3/h en phase avec ceux de 2023, ce qui satisfait également la prescription</p>

de l'article 57 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 qui indique que: «*La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.*».

Commentaire n°10: les échanges doivent se poursuivre avec l'exploitant en ce qui concerne la vitesse minimale d'éjection qu'il conviendra de retenir en vue de la prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite